

France – Livres scolaires – 2024A00340 - Conception, réalisation et impression de carnets de correspondance-Relance consultation 2024A0027**OJ S 251/2024 27/12/2024****Avis de marché ou de concession – régime ordinaire****Fournitures**

1. Acheteur**1.1. Acheteur**

Nom officiel: CD des A-M - Direction de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports

Adresse électronique: marches@departement06.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure**2.1. Procédure**

Titre: 2024A00340 - Conception, réalisation et impression de carnets de correspondance-Relance consultation 2024A0027

Description: Annonce dérivée - La mission consiste en la conception réalisation, et impression de carnets de correspondance pour les services départementaux des Alpes-Maritimes. Le titulaire devra réaliser les prestations pour répondre au présent marché dans les conditions requises de sécurité et de régularité.

Identifiant de la procédure: a845a256-b1c2-4334-804a-da7ca71ba236

Identifiant interne: 2024A00340

Type de procédure: Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure: Conception, réalisation, et impression de carnets de correspondance. Relance suite à décision sans suite

2.1.1. Objet

Nature du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 22111000 Livres scolaires

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79823000 Services d'impression et de livraison

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

2.1.3. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 800 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Informations relatives aux voies de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation
Faillite: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paieement d'impôts et taxes: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Conception, réalisation et impression de carnets de correspondance

Description: La mission consiste en la conception réalisation, et impression de carnets de correspondance pour les services départementaux des Alpes-Maritimes. Le titulaire devra réaliser les prestations pour répondre au présent marché dans les conditions requises de sécurité et de régularité.

Identifiant interne: Lot unique

5.1.1. Objet

Nature du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 22111000 Livres scolaires

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79823000 Services d'impression et de livraison

Options:

Description des options: Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 200 000 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois.

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 800 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 800 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

5.1.7. Marché public stratégique

Objectif du marché public stratégique: Réduction des incidences sur l'environnement

Description: Se référer aux documents de la consultation

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale: La prévention et la réduction de la pollution

Critères marchés publics écologiques: Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

5.1.9. Critères de sélection

Critère:

Type: Capacité technique et professionnelle
Nom: Capacité technique et professionnelle sans minimum exigé
Utilisation de ce critère: Non utilisé

Critère:
Type: Capacité économique et financière
Nom: Capacité économique et financière
Utilisation de ce critère: Non utilisé

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:
Type: Prix
Description: Le prix
Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)
Nombre critère d'attribution: 60
Critère:
Type: Qualité
Description: Valeur technique
Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)
Nombre critère d'attribution: 40

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://marches-securises.fr/>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de présentation:
Présentation par voie électronique: Requise
Adresse de présentation: <https://marches-securises.fr/>
Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées: français
Catalogue électronique: Non autorisée
La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)
Variantes: Non autorisée
Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée
Date limite de réception des offres: 31/01/2025 15:30:00 (UTC+1)
Date limite de validité de l'offre: 5 Mois
Informations relatives à l'ouverture publique:
Date d'ouverture: 04/02/2025 10:30:00 (UTC+1)
Informations complémentaires: Séance non publique
Conditions du marché:
Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non
Facturation en ligne: Requise
La commande en ligne sera utilisée: non
Le paiement en ligne sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre: Accord-cadre, sans remise en concurrence
Nombre maximal de participants: 1
Informations sur le système d'acquisition dynamique: Pas de système d'acquisition dynamique
Enchère électronique: non

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Informations relatives aux délais de recours: Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: CD des A-M - Direction de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: CD des A-M - Direction de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: CD des A-M - Direction de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports

Numéro d'enregistrement: 22060001900016

Adresse postale: Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM)

Ville: Nice

Code postal: 06000

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Adresse électronique: marches@departement06.fr

Téléphone: +33 497186000

Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <https://www.marches-securises.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

8.1. ORG-0003

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Numéro d'enregistrement: 17060005000026

Département: Direction des Achats et de la Logistique

Adresse postale: 18 avenue des Fleurs CS 61039

Ville: NICE

Code postal: 06050

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Point de contact: Tribunal administratif de Nice

Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone: +33 489978600

Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 81b8199e-3934-482c-8bad-32081bcd75f - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 23/12/2024 15:07:28 (UTC)

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 796239-2024

Numéro de publication au JO S: 251/2024

Date de publication: 27/12/2024